

LES ADVERSAIRES DE BOUTEFLIKA DÉNONCENT LE PARTI-PRIS DE L'ADMINISTRATION

Jérémiades électorales

Les adversaires de Abdelaziz Bouteflika commencent à se plaindre du parti-pris de l'administration en faveur du président-candidat. La Commission politique nationale de surveillance de l'élection présidentielle — censée être indépendante — et la télévision d'Etat font l'objet de vives critiques.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir)-Le groupe des « cinq » regretterait-il d'avoir participé à l'élection présidentielle ? Il semble bien que oui à entendre les plaintes et les jérémiades. A commencer par Ali Fawzi Rebaïne qui a menacé, dimanche, de se retirer de la

course. « Si la situation demeure en l'état, ils continueront seuls la course électorale », a-t-il lancé à partir de Aïn-Turck. Affirmant être victime « d'une injustice », Rebaïne a dénoncé « l'hégémonie du système en place sur les médias et la Commission politique nationale

de surveillance de l'élection présidentielle ».

Pour lui, « la campagne électorale est truffée de scandales ». « Je rédigerai un rapport détaillé sur les dépassements graves qui ont émaillé la campagne électorale et je le remettrai en mains propres à Ban Ki-moon », a-t-il déclaré.

Lundi, c'était au tour de Djahid Younsi de dénoncer le parti-pris en faveur de Abdelaziz Bouteflika.

Le candidat islamiste a dû organiser une conférence de presse à Aïn Defla

pour rendre public les dépassements commis par les responsables de la télévision d'Etat. Il a en outre cité le cas d'une émission censée sensibiliser les citoyens à participer au scrutin du 9 avril mais, qui en fait, faisait les louanges de Abdelaziz Bouteflika. Même Louisa Hanoune s'est mise de la partie. Lors d'un meeting animé lundi à l'ouest du pays, elle a révélé à l'assistance avoir vu des fonctionnaires coller des affiches d'un candidat sur le fronton d'une administration.

Hanoune, qui semble s'être soumise à une certaine « obligation de réserve », évitera toutefois de citer le nom du candidat...

Ce n'est pas le cas de Mohamed Saïd qui a émis des critiques acerbes dès le premier jour de campagne.

« Nous assistons à une mise en condition de l'opinion publique. A la tête de la commission de l'organisation des élections, ils ont installé un spécialiste de la fraude (Ahmed Ouyahia) et la commission politique de surveillance du scrutin est

au service d'un seul candidat », a lancé Mohamed Saïd lors du meeting de la salle Atlas. La direction de campagne de ce candidat ne tardera pas à saisir la Commission politique nationale de surveillance de l'élection présidentielle suite à des incidents qui se sont produits à la sortie de ce meeting.

En effet, les représentants de Mohamed Saïd ont dénoncé l'absence des forces de l'ordre aux abords de la salle Atlas.

T. H.

BOUTEFLIKA À OUARGLA ET EL-OUED :

« Nous allons terroriser ceux qui nous terrorisent »

C'est décidément une offensive que mène Bouteflika contre les islamistes durant cette campagne électorale ! Après Tlemcen, Sétif et Tiaret, c'est à partir de Ouargla, où il était hier mardi, avant de rejoindre la wilaya d'El-Oued dans l'après-midi, qu'il charge encore une fois les intégristes islamistes en des termes très crus.

De notre envoyé spécial à Ouargla et El-Oued, Kamel Amarni

« Nous avons un très beau pays, un peuple fier et qui nourrissait beaucoup d'espoir. Du nord au sud, la sécurité régnait. Jusqu'à ce que le bon Dieu nous fasse subir toute sa malédiction. Une malédiction que nous vivons à cause de ceux qui ont instrumentalisé ce que nous avons de plus cher, la religion. Des gens qui se sont improvisés exégètes alors qu'ils ne maîtrisent aucune notion en la matière. Des gens qui s'autorisent

à nous imposer le salafisme », dira Bouteflika dès l'entame de son meeting sous un chapiteau construit pour l'occasion.

Et comme la veille à Tiaret, ce sera sans aucune forme d'introduction. « Nous sommes tous des salafistes, soit. Mais pas de cette manière là ! » Et à partir de là, il commence à préciser sa cible : « Mais qu'a donc fait l'Algérie pour mériter un tel sort ? Au nom de la religion, ces gens-là ont mené le pays à la catastrophe, au terrorisme, qui a frappé pendant plus de dix, douze ans, et qui frappe d'ailleurs même aujourd'hui. Ces

gens-là veulent nous faire rallier à un salafisme international des plus pervers et qui n'a strictement rien à voir avec la religion musulmane ».

C'est clair, Bouteflika parle ici du FIS, du GSPC et d'Al Qaïda. C'est pour la première fois qu'il désigne ainsi clairement « les coupables » dans la crise qui a ravagé le pays. C'est également pour la première fois que Bouteflika, qui était allé jusqu'à interdire de manière officielle l'utilisation du mot « terrorisme », reconnaisse publiquement que le terrorisme frappe encore en Algérie !

S'adressant à l'assistance, l'orateur ajoute : « Vous, les gens du Sud, vous avez le mérite d'avoir préservé notre chère religion des manipulations de ces charlatans. Je tiens à vous dire que l'unité nationale est intimement dépen-

dante de la sécurité. Pour les gens qui nous parlent de l'authenticité, je rappelle que ce n'est jamais cela (l'extrémisme religieux, ndr). Je leur dis, je vous le dis, que nous sommes tous des Amazighs !! Oui, tous des Amazighs que l'Islam a arabisés par la suite. »

« Un haut conseil et une académie amazighs »

« Je m'adresse à tous ces gens-là pour leur dire que, s'il faut créer un haut conseil à l'amazighité, eh bien on va le créer. Et s'il faut créer une académie amazigh nous allons créer une académie amazigh. Pour la fête de Yennayer, nous la fêtons tous, oui, tous les Algériens fêtent Yennayer ».

Des annonces qui « coïncident » avec les visites attendues de Bouteflika à Béjaïa, aujourd'hui et Tizi-Ouzou, vendredi. Des visites

que son staff électoral veut particulièrement réussir. « Il faut prouver au monde entier, le 9 avril, que l'Algérie est forte. C'est à vous de décider. Moi je veux que le futur président ait la majorité écrasante, je dis bien écrasante, du peuple algérien. Car notre voix sur la scène internationale n'est plus audible. Et vous savez pourquoi ? Parce que nos rangs sont divisés par ces charlatans (les islamistes). Les étrangers suivent, et savent qu'il y a eu des tueries, du terrorisme. »

Avant de conclure : « Moi je dis à tout le monde que l'Algérie a certes un grand cœur et est toujours prête à accueillir les éventuels égarés. Mais que tout le monde sache que celui qui nous terrorise, nous allons le terroriser à notre tour. »

K. A.

BOUTEFLIKA À BÉJAÏA

« Il ne l'a jamais fait en tant que chef d'État »

Le candidat Abdelaziz Bouteflika est attendu aujourd'hui à Béjaïa dans le cadre de son périple électoral à travers le pays. Une ville où, en tant que président de « tous les Algériens », il ne s'était jamais rendu.

Une situation qui gêne aux entournures ses soutiens locaux. Ceux-ci se contentent de proclamer que « la wilaya a bénéficié de 110 milliards de dinars en 10 ans ». Une phrase qui revient tel un leitmotiv dans le discours des officiels, à l'image de Belkhadem qui avait réuni ici ses troupes la veille même du démarrage de la campagne.

Ceux-ci font mine d'ignorer que le montant en soi est des plus faibles, surtout si l'on sait qu'une entreprise privée, actuellement en faillite, avait bénéficié, selon Ouyahia qui s'exprimait depuis Larbaâ, de quelque chose comme... 70 milliards de dinars. Dans tous les cas de figure, cela n'explique pas les vraies rai-

sons de l'effacement de cette grande ville des visites de travail et d'inspection du calendrier présidentiel.

Le plus proche ministre du président Bouteflika, à savoir celui de l'Intérieur, a été à plusieurs reprises, interpellé à propos de la « longue sanction » infligée à la Kabylie, mais celui-ci est allé jusqu'à en prendre acte, en renvoyant la balle à Bouteflika lui-même.

« Allez lui poser personnellement la question », répondra-t-il à des journalistes particulièrement insistants. Boudée par le président de la République, depuis les émeutes d'avril 2001, cette région n'a bénéficié d'aucune grande infrastructure, contrairement à d'autres wilayas. Ni hôpital,

ni autoroutes, ni logements location-vente, rien n'est inscrit dans les programmes présidentiels de grande envergure.

Dénoncée comme un « exemple type d'antidéveloppement », seul le chantier du pénitencier de Oued-Ghir (1500 places), construit sur une terre agricole fertile, y avance à grands pas...

Que dira, aujourd'hui, devant ses milliers de fans, composés essentiellement de jeunes écoliers et étudiants venus de tous les coins du pays, alors que ces derniers sont abandonnés à leur triste sort, brisés par le chômage et la précarité ? Que promettra-t-il, à cette ville, laissée à l'abandon depuis des décennies, sans aucune infrastructure digne d'une ville côtière, dont le port est classé deuxième en matière de trafic maritime au niveau national ? « Il nous parlera du MOB et de la JSMB, comme il l'a fait à



Bouteflika ira à Béjaïa en tant que candidat aux élections.

Sétif, en assurant le président de l'ESS qu'il n'y aura aucune magouille cette année pour la suite du championnat. Il savait bien que le tout Sétif respire le

football et son Entente, il a été applaudi en prophète », nous dira un citoyen de la ville de Béjaïa, très en verve, à la veille de ce meeting présidentiel. Pour

Hamid Ferhat, président de l'APW de Béjaïa, « Bouteflika vient enfin dans la région en sa qualité de candidat aux élections, pas plus. Il ne l'aurait jamais fait en tant que chef de l'Etat. »

Le mal est profond, quand on voit que l'administration prend en charge les activités d'un candidat. Aujourd'hui, on importe même la population qui applaudira le président-candidat. Le mensonge et la mystification s'érigent en principes et la nation est soumise à la tyrannie. Je n'aurais pas tenu de tels propos, si celui-ci était venu en tant que président de la République. »

Le meeting du président-candidat se tiendra sous une très haute surveillance, à la salle Bleue.

Cette salle, notons-le, n'accueille aucun autre candidat dans la course à la présidentielle.

Kamel Gaci /A. Kersani